

[print](#)

Golfe: La révolte oubliée du Bahreïn

De [René Naba](#)

Global Research, février 16, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/golfe-la-revolte-oubliee-du-bahreïn/5368988>

Dawwar al Lou'lou'a (Rond-point de la Perle), équivalent bahreïni de la Place Tahrir au Caire, a été le haut lieu de la contestation à Manama contre le pouvoir de la dynastie Al Khalifa. Le célèbre monument qui symbolise la traditionnelle culture de la perle du Bahreïn a été rasé par l'armée en mars 2011.

I – Une conjonction maléfique

Paris – Pas de chance, triplement malchanceux ce pays, Bahreïn, archipel d'entre deux mers, coincé entre les chefs de file des deux branches rivales de l'Islam, l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite, voué à constituer une des premières cibles iraniennes en cas d'attaque israélienne ou américaine.

Pas de chance, non plus, que la révolte des Bahreïnis soit survenue un mois jour pour jour après le dégageant de Ben Ali, et, pire, à la date commémorative du 3eme anniversaire de l'assassinat du premier ministre milliardaire saoudo libanais, Rafic Hariri, le 15 février 2005, l'homme lige des Saoudiens au Liban, propulsé au rang de «martyr absolu» du camp occidental au Moyen orient.

Conjonction maléfique dans l'ordre symbolique atlantiste qui sera fatale au renouveau bahreïni, dont la révolte libératoire, le 14 février 2011, est passée par pertes et profits de la lutte d'influence transrégionale, virulente depuis la chute des deux pivots majeurs du flanc sud de la diplomatie atlantiste, Le tunisien Zine El Abidine Ben Ali, le 15 janvier 2011, et l'égyptien Hosni Moubarak, le 25 janvier.

Aux premières flammes de la révolte, le branle-bas de combat a été sonné. La chaîne transfrontière «Al Jazira», prescripteur majeur de l'information de l'hémisphère sud, s'est aussitôt muée en lanceur d'alerte des menées atlantistes contre le Monde arabe, sabordant en un mois son crédit considérable accumulé en quinze ans, alors que, parallèlement, l'Arabie saoudite établissait, elle, un cordon sanitaire autour de la totalité des monarchies arabes, par adjonction du Maroc et de la Jordanie, les deux relais souterrains de la diplomatie israélienne dans le Monde arabe, à la confédération des six pétromonarchies.

Pour prévenir l'effet de contagion, notamment au sein de la composante chiite de sa population, -le quart des Saoudiens, qui plus est implantée dans les zones pétrolifères-, le Roi Abdallah gratifiera ses sujets de 400 milliards de dollars en soutien à leur niveau de vie.

Dans la foulée, le Royaume dépêchera un bataillon de mille soldats pour restaurer l'ordre à Bahreïn, sous le regard des grandes démocraties occidentales complaisantes à l'égard d'un pays qui détient le record mondial des décapitations par an. Elle contribuera puissamment à l'éviction de l'égyptien Mohamad Morsi, premier président islamiste démocratiquement élu dans le plus grand pays arabe, mettant en échec l'expérience néo islamiste dans le Monde arabe en ce que le principe même de l'élection mettait en péril la transmission héréditaire du pouvoir en application de la succession dynastique, fondement du pouvoir wahhabite.

Mieux, elle entravera toute solution politique au conflit bahreïni et fera obstacle à la

formation d'un gouvernement au Liban qui ne répondrait pas à ses conditions dans un double objectif :

-Entraver la conclusion d'un accord international pour la mise en exploitation des gisements pétroliers des côtes libanaises qui ferait du Liban un état pétrolier non dépendant des subsides pétro monarchiques.

-Mener une guerre de dérivation au Liban et de l'Irak (la bataille d'Al Anbar, janvier 2014, dans le périmètre de Falloujah Ramādī) pour soulager la pression sur les djihadistes de Syrie et compenser leurs revers sur le champ de bataille.

Le chômage dans le Monde arabe atteint le taux record de 25 pour cent de la population. De quoi alimenter le flot du mercenariat djihadiste avec les importants stocks de pétrodollars. Depuis les revers djihadistes en Syrie, la banlieue sud de Beyrouth, fief de Hezbollah, a fait l'objet de deux attentats meurtriers pour les civils libanais, en juillet 2013, particulièrement l'attentat à la voiture piégée de Bir Hassan, ainsi que dans la ville chiite de Baalbek, enclenchant un nouveau cycle de violence au Liban dans les villes sunnites à Tripoli (Nord Liban) et à Beyrouth, où un ancien ministre du gouvernement Saad Hariri, Mohamad Chatah, a été tué le 27 décembre 2013.

Deux autres attentats particulièrement douloureux, en termes d'images pour l'Iran et le Hezbollah, ont été revendiqués par la brigade «Abdallah Al Azzam». L'attentat contre l'ambassade iranienne à Beyrouth qui a fait 29 morts le 19 novembre 2013, et l'assassinat du chef de la force balistique de la formation politico-militaire chiite, Hassan Lakiss. Fondé en 2003 par un saoudien, Salah Al Qarawi, ce groupement tire son nom «Abdallah Azzam», d'un activiste islamiste palestinien né à Djénine (Cisjordanie), en 1941, diplômé d'Al Azhar, qui passe pour avoir été un des inspirateurs d'Oussama Ben Laden, fondateur d'Al Qaida, lors de la guerre anti soviétique d'Afghanistan (1980-1989). A la suite de l'interception de son fondateur au Waziristân, le mouvement a aménagé sa base opérationnelle dans le camp des réfugiés palestiniens d'Ein el Héloué (banlieue de Saida) au sud Liban. Le chef du mouvement, un saoudien Majed Al Majed, recherché par les Américains, les saoudiens et les Iraniens, a été arrêté par l'armée libanaise, fin 2013. Selon des informations de la presse libanaise, Majed, décédé le 4 Janvier 2014, souffrait d'insuffisances rénales. Il avait été intercepté, le 24 décembre 2013, alors qu'il était convoyé vers un hôpital de Beyrouth pour une dialyse. Son repérage a eu lieu sur indications des services américains, dans une démarche qui apparaît comme un «geste de bonne volonté» des Américains à l'égard de l'Iran.

Son porte-parole, Cheikh Serrajeddine Zoureikat avait auparavant revendiqué l'attentat anti iranien au nom de la «brigade Abdallah Azzam, bataillon de Hussein Ben Ali», par référence au rituel chiite qui considère Hussein Ben Ali, petit-fils du prophète, dont elle impute la responsabilité de son assassinat aux sunnites.

<http://www.al-akhbar.com/node/197681>

Cf «L'Arabie saoudite, un Royaume des ténèbres» Par René Naba éditions Golias 2013

<http://www.renenaba.com/l-islam-otage-du-wahhabisme>

Ainsi que «Le Grand jeu de Ryad pour étouffer les printemps arabes»

http://www.lemonde.fr/libye/article/2014/01/13/le-grand-jeu-de-riyad-pour-etouffer-les-printemps-arabes_4346993_1496980.html

Pour le lecteur arabophone, voir à ce propos: Blocage d'une solution sous pression saoudienne <http://www.al-akhbar.com/node/193066> <http://www.arabi-press.com/?page=article&id=80502>

Et ceci: Chiites-Arabie saoudite Prémisses d'un soulèvement chiite en Arabie

saoudite <http://alquds.co.uk/index.asp?fname=data\2011\10\10-04\04qpt999.htm&arc=data\2011\10\10-04\04qpt999.ht>

La révolte populaire arabe ainsi refoulée des rives inflammables du Golfe pétro monarchique vers les rives contestataires de la Méditerranée, Nicolas Sarkozy et Bernard Henri Lévy, deux soutiens infailibles de l'apartheid israélien en Palestine, prendront le relai pour décréter la démocratie dans des pays pétroliers alliés de la Russie et de la Chine -la Libye et la Syrie- en vue d'aménager une plateforme opérationnelle israélienne sur le pourtour du Nil par l'établissement d'une jonction entre le sud soudan, indépendant un mois plus tôt, et la Libye post Kadhafi. Sous l'égide de l'Otan et le concours actif des islamophiles français.

II -L'argumentaire pétro monarchique

Pour les autocrates du Golfe, l'Islam remplit une fonction d'obéissance collective au «Prince», qu'il soit juste ou injuste en ce qu'il assure une mission de cohésion sociale. L'argument majeur de propagande a reposé, en effet, sur la sacralité du mandat du souverain, «élu» par Dieu et gratifié de ses bienfaits, le pétrole, s'appuyant en outre sur une culture politique religieuse de soumission critique au Gouverneur, par logique de stabilité de Dar Al islam (La maison de l'islam), face à Dar Al Kofr (le territoire des impies) ou Dar Al Harb (Le territoire de la guerre). Le Grand Mufti d'Arabie saoudite, Cheikh Abdel Aziz al-Cheikh, prenant argument de la «légitimité religieuse» de son Roi, a été le premier, en février 2011, à condamner les soulèvements dans les pays arabes, dénonçant le «chaos» programmé par les ennemis de l'Islam en vue de diviser la Oumma.

L'Islam fait office de repoussoir au modèle démocratique et de pourvoyeur de rente sécuritaire, d'autant plus aisément que les incessantes ingérences occidentales dans la sphère arabo musulmane, depuis la promesse Balfour (1917) portant création d'un «foyer juif en Palestine» ont discrédité l'idée même de démocratie au point d'être perçue dans les cercles néo islamistes comme un piège tendu par l'occident afin de miner les sociétés musulmanes de l'intérieur.

III- La solidarité monarchique: Un réflexe de survie

Face à l'effet dominos du printemps arabe, les dictatures monarchiques arabes ont développé un discours de propagande basé sur le concept de la spécificité locale. L'Arabie saoudite, gardienne des lieux Saints, n'est pas l'Egypte. Le Roi du Maroc, commandeur des croyants, n'est pas la Tunisie de «l'époux de la coiffeuse».

Le Roi de Jordanie, chef de la dynastie hachémite, descendant de la famille du prophète, n'est pas un vulgum alaouite du clan Assad de Syrie, quand bien même deux monarques hachémites ont été assassinés Abdallah de Jordanie, en 1948, et Faysal d'Irak, en 1958; que Hassan II du Maroc a fait l'objet de deux coups d'état, dans la décennie 1970, notamment à Skhirat de la part de son propre ministre de l'intérieur le général Mohamad Oufkir, et que même le Grand Faysal d'Arabie, sans doute le plus pieux de la dynastie, a été assassiné par son propre neveu. Cette spécificité monarchique s'est couplée avec une variante dictature kamikaze, au Bahreïn et au Yémen, se posant en dépassement du dilemme: Moi ou le chaos.

Comme pour démontrer la supériorité monarchique sur les contingences républicaines, les huit monarchies arabes se sont déployées sous forme d'un camp retranché. Disposant d'une majorité de blocage au sein de la Ligue arabe, par l'agrégation des deux anciens confettis de l'empire colonial français, -Djibouti et les Comores-, le Conseil de coopération du Golfe, syndicat monarchique par excellence sous haute surveillance militaire américaine, est passé outre à l'unique instance de décision panarabe, pour se muer en association mutualiste d'entraide de son voisinage immédiat: Bahreïn, et d'une manière connexe, le Yémen.

Glacis stratégiques de l'Arabie saoudite, ces deux pays ont bénéficié d'un régime de faveur avec le soutien occidental, avec, l'un comme l'autre, l'intervention directe de l'armée saoudienne, première opération militaire saoudienne hors du territoire national depuis la fondation du Royaume en 1929. Sous de prétextes fallacieux: pour dégager du «péril chiite» le Bahreïn qui abrite le Quartier Général de 6^{ème} flotte américaine pour le Golfe et l'Océan Indien. Pour mater le fief constitué au Yémen par «Al Qaida pour la Péninsule Arabique», l'ancien pupille tant des Américains que des Saoudiens.

Le Roi de Bahreïn et le président yéménite misant sur leur positionnement stratégique ont joué aux «dictateurs kamikaze», se posant en dépassement du dilemme: «Moi ou le chaos», exacerbant l'opposition, et, plutôt, que de négocier une sortie honorable ont plongé le pays dans le chaos de la guerre civile. Hosni Moubarak (Egypte) et Zine El Abidine Ben Ali (Tunisie), ultimes barrages contre l'Islamisme, ont usé de cet argument avec le soutien intéressé des Occidentaux. Les autocrates du Bahreïn et du Yémen ont repris le procédé à leur compte, avec plus de succès. Trois ans après le début des troubles à Bahreïn, le combat de la majorité chiite contre la dynastie sunnite est zappé des écrans de l'actualité, tandis que l'ancien président yéménite a été dégagé du pouvoir avec le bénéfice de l'impunité et d'immunités.

Le différentiel de traitement trouve son explication dans la disparité entre la zone d'abondance du Golfe pétrolier et la zone de pénurie des riverains de la Méditerranée, révélatrice d'une grande vulnérabilité de la configuration géopolitique arabe. Alors que les pays méditerranéens connaissent des problèmes de surpopulation, notamment l'Egypte, et de pénurie financière et alimentaire, les pétromonarchies, par leur appel massif à la main d'œuvre étrangère principalement asiatique, présentent cette singularité démographique de compter une population immigrée sur majoritaire dans la totalité des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes Unis, Koweït, Qatar, Sultanat d'Oman), dont la vocation première est de constituer une gigantesque base flottante américaine, la plus importante concentration militaire américaine hors Otan, en même qu'une station-service off-shore discount.

IV – Le contentieux entre l'Iran et les pétromonarchies

L'émir Hamad Ben Issa Al Khalifa a justifié le recours aux forces saoudiennes dans une déclaration à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, précisant qu'il a demandé l'aide des forces armées du Conseil de Coopération du Golfe (regroupant l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, le Koweït, Oman et le Qatar) pour protéger «les installations stratégiques au cas où l'Iran se montrait plus agressive».

Les pétromonarchies ont accusé l'Erythrée de servir de plateforme iranienne pour des actions de soutien aux Houtistes du Yémen en guerre contre le pouvoir central et le parquet de Bahreïn a même accusé l'Iran le 2 janvier 2013 de former des saboteurs pour se livrer à des attentats contre le Royaume.

http://www.arabi-press.com/article.php?id=845159*

Pour sa part, Mohamad Hassanein Haykal a soutenu qu'un arrangement était intervenu entre l'Iran et les pétromonarchies visant à confier le pouvoir à Bahreïn à la minorité sunnite représentée par la dynastie Al Khalifa en contrepartie de la reconnaissance de la souveraineté iranienne sur les trois îlots du golfe persique, Abou Moussa, la grande et la petite Tomb.

L'accord avait été cautionné par le Roi Faysal d'Arabie saoudite à la veille de l'accession à l'indépendance des principautés en 1970, dans la foulée du retrait

britannique de l'Est de Suez, précise l'ancien confident du président égyptien Gamal Abdel Nasser, dans une interview à la chaîne égyptienne CBC, le 12 janvier 2014.

A l'appui de sa thèse, Haykal relève que les Emirats Arabes Unis n'ont jamais cherché à récupérer ces trois îlots, trois jalons du dispositif du contrôle de la navigation vers le détroit d'Ormuz, du temps où le Chah d'Iran assumait pour le compte de la stratégie atlantiste le rôle de «gendarme du golfe».

Le ministre bahreïni des affaires étrangères, Khalifa ben Hamad Al Khalifa, s'est borné à une réplique timide sur son compte tweeter assurant que Haykal «fait parler les morts», par allusion au roi Faysal, le Chah d'Iran et le président Nasser et que son témoignage ne saurait donc être crédible.

A propos du contentieux Iran Bahreïn pour le lecteur arabophone

<http://www.arabi-press.com/article.php?id=845613>

Le péril chiite apparaît rétrospectivement comme le meilleur anti dote aux revendications populaires, le meilleur dérivatif aux luttes démocratiques. Comme trente ans auparavant, la lutte contre l'athéisme soviétique, le meilleur alibi au détournement du combat pour la libération de la Palestine. Bahreïn se compose de 70% de musulmans chiites, alors que le pouvoir est accaparé par une vieille dynastie sunnite tyrannique corrompue et soumise à l'imperium israélo américain. La dynastie Al Khalifa gouverne, en effet, le Bahreïn depuis 1797, signant leur premier traité avec les Britanniques (soucieux de «sécuriser» la route de leurs colonies des Indes), en 1820.

Jamais indépendant sinon que d'une manière formelle, Bahreïn est passé sans coup férir du protectorat britannique à la tutelle américaine avec l'installation du QG de la Vème flotte américaine à Manama.

Sur la problématique chiite, CF :

Pour une lecture non biaisée de l'histoire, notons pour mémoire que le Bahreïn, qui abrite le QG de la Vème flotte américaine (Océan indien-Golfe arabo persique) a été désigné président du «groupe des amis du peuple syrien», et le Qatar, QG du Centcom américain, président du «groupe des amis du peuple libyen». Le placement d'autocrates fantoches à la tête du combat pour la démocratisation des pays arabes a été perçu comme un indice manifeste du profond mépris des puissances occidentales aux aspirations démocratiques du Monde arabe, une insulte suprême des occidentaux à l'égard des Arabes.

Tous les régimes arabes sont autoritaires, népotiques, bureaucratiques, incompetents et corrompus. Tous sans exception. Trois ans après le soulèvement du «printemps arabe», la question se pose de la focalisation de la révolution, exclusivement, sur les régimes à structures républicaines de la rive arabe de la Méditerranée. Particulièrement La Syrie.

La révolution est-elle soluble dans le pétrole? Le pétrole monarchique constitue-t-il un puissant dissolvant? Ou un puissant soporifique à toute velléité réformatrice? De quelles vertus cachées est-il porteur?

En septembre 2013, la justice de Bahreïn a condamné à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison 50 militants chiites, accusés de diriger la contestation contre la monarchie sunnite dans le royaume, en collusion avec un pays étranger qui serait l'Iran. La sentence visant des activistes du «Mouvement du 14 février» n'a suscité la moindre réprobation des pays occidentaux, ni interrompu la livraison du matériel de répression de la France à la police de Bahreïn.

A coups de pétrodollars, le printemps de Bahreïn a ainsi muté progressivement en enfer syro-libanais, n'épargnant aucune ville, aucune cible. Pour la plus grande tranquillité des pétromonarchies et la plus grande satisfaction d'Israël et des puissances occidentales, fort heureux de l'affaiblissement du Monde arabe et de son maintien en état de sujétion. Du fait de guerres d'outre temps. Sans trop de dégagement théorique, s'il n'y eut «Pas de printemps pour la Syrie» (1), c'est tout bonnement parce qu'il n'y eut «Pas de Printemps pour Bahreïn» et ceci pourrait expliquer cela. Ouvrage collectif sous la direction de l'islamophiliste François Burgat, le livre a été frappé de caducité à sa parution en ce qu'il n'avait pas anticipé la guerre inter-djihadiste de Syrie qui a considérablement fragilisé la posture diplomatique française. Une claire démonstration de l'incapacité des intellectuels français en déconfiture de déterminer les saisons arabes.

Le mouvement Shabab (jeunesse) du 14 Février 2011 et le parti d'opposition Al Wifaq (l'entente) constituent les deux principales formations de l'opposition. Huit dirigeants politiques ont été arrêtés lors de leur participation à une manifestation antigouvernementale à Budaiya à l'ouest de la capitale Manama, en février 2011. Les principales revendications portent sur la réécriture de la constitution et l'égalité réclamée par les Chiïtes. La loi martiale et l'état d'urgence ont été décrétés le 15 mars 2011. Un membre de la famille royale a même été accusé nommément de torture. La princesse Cheikha Noora Bint Ibrahim Al-Khalifa, cousine supposée de la reine Sabika Bint Ibrahim al-Khalifa, épouse du roi Hamad et mère du prince héritier Salman, a été accusée d'avoir œuvré sous couverture de la brigade des stupéfiants du pays.

Référence

1-«Pas de printemps pour la Syrie» -Editions La Découverte – Novembre 2013, ouvrage collectif sous la direction de François Burgat et de Bruno Paoli. Et la déconstruction de la démarche des islamophiles français: <http://www.renenaba.com/les-islamophiles-tontons-flingueurs-de-la-bureaucratie-francaise/>

Pour aller plus loin

Vidéo http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=gkVTK7VquZ0

Copyright © 2014 Global Research